

UNION NATIONALE, MAINTENANT !

Trente cinq ans d'engagement politique m'ont amené à constater que notre pays n'a jamais été aussi inquiet, divisé et fracturé.

La situation est d'une gravité extrême, avec des lourdes fractures territoriales et des électors radicalisés du RN et de LFI qu'il faut tenter impérativement de ramener pleinement dans le jeu démocratique en responsabilisant leurs élus.

Les prochains jours seront déterminants, c'est pourquoi il est crucial d'appeler à la sagesse et à la responsabilité les différents mouvements politiques du pays.

Si le Président de la République est pour part responsable de cette situation, avec une dissolution inopportune et un engagement personnel contre-productif pour son camp, il doit, dans une vision gaullienne, reprendre de la hauteur et incarner le pivot d'un sursaut d'unité nationale.

Après trois mois d'un gouvernement dirigé par Michel Barnier, homme d'Etat courageux et intègre, il incombe à Emmanuel Macron de lancer un appel à la responsabilité de tous pour la formation d'un gouvernement provisoire d'Union Nationale rassemblant toutes les forces politiques du pays.

Comme je le proposais déjà en juillet dernier, ce gouvernement d'Union Nationale à la proportionnelle intégrale des groupes politiques, dirigé par un Premier ministre, pourrait être composé de 18 membres à l'identique de la représentation Française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

11 députés (3 RN, 2 EPR, 2 LFI, 1 PS, 1 LR, 1 MoDem et 1 Horizons) et 7 sénateurs (3 LR, 1 PS, 1 EPR, 1 Union Centriste et 1 Horizons) auxquels pourraient s'adjoindre quelques techniciens.

Cette formule présente plusieurs avantages : l'équilibre (les deux chambres sont représentées, l'Assemblée reflétant les sensibilités politiques du moment et le Sénat incarnant la stabilité et la continuité du pays profond), la lisibilité (tous les groupes parlementaires sont associés au prorata de leur représentativité) et la proportionnalité (la présence des deux chambres dilue l'importance du groupe le plus important de l'Assemblée).

Avec une telle formule, le RN et LFI, tout en étant minoritaires, seraient associés au processus.

S'ils refusent de participer à ce gouvernement d'Union Nationale, la responsabilité politique de ce refus leur incombera.

En ces temps troublés, l'Union Nationale est non seulement souhaitable, mais indispensable pour rassembler sur l'essentiel le pays et relever les défis qui nous attendent.

Le Président de la République et l'ensemble des forces politiques doivent saisir cette occasion pour faire prévaloir l'intérêt supérieur de la nation.

Philippe FOLLIOU
Sénateur du Tarn
Président de l'Alliance Centriste